

Brochure n° 3252

Convention collective nationale

**IDCC : 1539. – COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE
ET INFORMATIQUE, ET DE LIBRAIRIE**

AVENANT DU 8 DÉCEMBRE 2010

**À L'ACCORD DU 22 FÉVRIER 2006 RELATIF AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT
DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES INSTANCES PARITAIRES**

NOR : ASET1051505M
IDCC : 1539

L'article 3.1 relatif à l'association pour la gestion :

« Les fédérations et syndicats d'employeurs signataires ou adhérents à la convention collective nationale des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique, et de librairie et les syndicats représentant les salariés, représentatifs au niveau national et parties au présent accord, constituent une association régie par la loi de 1901, aux fins d'assurer indirectement le recouvrement de la contribution à la charge des entreprises et la gestion des fonds collectés (respect des affectations budgétaires, remboursement des charges engagées dans le cadre de l'objet social). »

est remplacé par :

« Les fédérations et syndicats d'employeurs signataires ou adhérents à la convention collective nationale des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et les syndicats représentant les salariés, représentatifs au niveau national et parties au présent accord, constituent une association régie par la loi de 1901, aux fins d'assurer le recouvrement de la contribution à la charge des entreprises et la gestion des fonds collectés (respect des affectations budgétaires, remboursement des charges engagées dans le cadre de l'objet social). »

L'article 3.2 relatif à l'organisme de recouvrement :

« La contribution définie à l'article 2 du présent accord peut être recouvrée tant par AS GNP, sise 33, avenue de la République, 75011 Paris, selon les modalités déterminées dans l'avenant du 22 février 2006 signé entre l'AS GNP et ladite association de gestion, que par l'APGEB. »

est remplacé par :

« La contribution définie à l'article 2 du présent accord peut être recouvrée tant par l'APGEB, sise 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, selon les modalités déterminées dans l'avenant du 22 février 2006, que par toute autre structure mandatée par elle. »

Cet avenant est applicable dès le premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEB.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

CGT commerce ;

FEC FO.